

CONVOCAZIONE
du
CONSEIL COMMUNAL

Le 15 janvier 2024

Code de la Démocratie Locale et de
la Décentralisation

L1122-13 - § 1^{er} Sauf les cas d'urgence la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion, elle contient l'ordre du jour. Ce délai sera toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article L1122-18 peut prévoir que le secrétaire communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine également les modalités suivant lesquelles ces informations techniques seront fournies.

L1122-15. - Le bourgmestre ou celui qui le remplace, préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le président.

L1122-17. - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article 87, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

L1122-24. - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant l'assemblée, elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

L1122-26. - § 1^{er} Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages, en cas de partage, la proposition est rejetée.

§ 2. Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget, ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

L1122-27. - Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil votent à haute voix.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels, le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote se fait à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demandent.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux scrutins secrets.

L1122-28. - En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Conformément à l'art. L1122-13 § 1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, nous avons l'honneur de convoquer, «Titre» «Nom» «Prénom» à la SEANCE du CONSEIL qui aura lieu le mercredi 24 janvier 2024 à 20h00 au Château Communal, Parc Communal – 5670 NISMES

ORDRE DU JOUR

Présentation du bilan 2023 du Parc national Entre-Sambre-et-Meuse par Madame Johanna BREYNE, Directrice du bureau de projet du Parc national Entre-Sambre-et-Meuse.

Cadre de vie :

1. Environnement - Proposition d'avenant 2023 à l'accord de coopération de la Commune de Viroinval sur la création et la gouvernance d'une coalition territoriale d'acteurs au service du Parc national de l'Entre-Sambre-et-Meuse - Vierves - Site du Leuviau - Parcelle section "b" n°37f2 - Approbation

Affaires Générales :

2. Règlements fiscaux établis par le Conseil communal en séance le 08 novembre 2023 - Approbation tutelle
3. Redevances communales établies par le Conseil communal en séance le 08 novembre 2023 - Approbation tutelle
4. Modifications budgétaires n°2 ex 2023 de la Commune de Viroinval approuvées par le Conseil communal en séance le 08 novembre 2023 – Réformation
5. Modifications budgétaires n°2 ex 2023 de la Régie foncière de Viroinval approuvées par le Conseil communal en séance le 08 novembre 2023 - Approbation tutelle

Cadre de vie :

6. Règlement complémentaire de police de circulation routière - Oignies - rue de Rocroi - Aménagements de vitesse - RCPCR-OIGNIES-2024-001 - Décision
7. Règlement complémentaire de police de circulation routière - Dourbes - rue de Fays - Stationnement à proximité de l'aire de pique-nique - RCPCR-DOURBES-2024-001 - Décision
8. Viroinval - HUmani - Financement du Service Médical d'Urgence Régional (SUS/SMUR) - Subvention communale couvrant l'année 2022 - Décision
9. Supracommunalité - Dynamique territoriale sud et l'Entre-Sambre-et-Meuse - Rapport d'activités 2023 - Convention entre communes partenaires - Avenant n°2 - Prolongation 2024-2026 – Approbation

10. Viroinval – Parc naturel Viroin-Hermeton – Création et gestion d'une plateforme bois-énergie transcommunale « Local'Bois » - Convention de coopération public-public non institutionnalisée – Désignation de représentant(s)
11. France-Givet – Projet de création d'une installation de traitement de déchets dangereux et non dangereux porté par la société « Givet Recycling (GIREC) » - Prise de position

Finances et Régie :

12. Adhésion à la centrale d'achat relative à la fourniture de gaz et d'électricité haute tension et basse tension créée par l'Intercommunale IDEFIN (9e marché)
13. Parc national - Fiche pelouse - Exploitation de la biomasse – Accord de principe
14. Oignies - rue du Village Vacances - Aliénation de la parcelle Son A 43 (pie) pour une superficie de 3 a 82 ca - Approbation du projet d'acte
15. Oignies - Lotissement Bois Banné - Acquisition d'une partie du lot n°14 pour une superficie de 35 ca afin de créer un chemin forestier à l'arrière de celui-ci
16. Oignies – Lotissement Bois Banné – Acquisition des lots n°15 et 16 pour une superficie de 81 ca afin de créer un chemin forestier à l'arrière de ceux-ci
17. Vierves – Acquisition de parcelles cadastrées Son A 363 H, 363 K, 363 M, 363 N et 363 P dites chalet de chasse – Projet d'acte - Approbation
18. Devis non-subventionnable - SN/721/7/2024 - Travaux par étudiants – Approbation
19. Devis non subventionnable – SN/721/6/2024 – Travaux divers via ouvriers forestiers
20. Devis non-subventionnable – SN/721/4/2024 – Boisement - Approbation
21. Devis non-subventionnable - SN/721/1/2024 - Forêt résiliente 2021-2022-2023 – Approbation
22. Devis non subventionnable – SN/721/8/2024 – Entretien gagnages – Approbation

Plan de Cohésion Sociale :

23. Eco Watcher – Convention avec l'ASBL « Empreinte » - 2024 – Approbation

Par ordonnance,

La Directrice générale,

Eve ACKAERT



Le Bourgmestre,

Baudouin SCHELLEN

